

Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme

Laurie Boussaguet, Florence Faucher

▶ **To cite this version:**

Laurie Boussaguet, Florence Faucher. Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme : L'exécutif français face aux attentats de 2015 à Paris. LIEPP Policy Brief, 2016, 28, 10.25647/liepp.pb.28 . hal-02186338

HAL Id: hal-02186338

https://sciencespo.hal.science/hal-02186338

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

LIEPP policybrief

Sciences Po

#28

novembre 2016

Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme.

L'exécutif français face aux attentats de 2015 à Paris[1]

par Laurie Boussaguet

laurie.boussaguet@sciencespo.fr

Laurie Boussaguet est professeure des universités, *visiting fellow* au Centre Robert Schuman (RSCAS), Institut Universitaire Européen (IUE), Florence, Italie. Ses recherches portent sur l'analyse de l'action publique en Europe et notamment sur la dimension symbolique des politiques publiques.

RÉSUMÉ

Ce policy brief dresse un premier bilan concernant le rôle des symboles dans les réponses politiques et gouvernementales aux attaques terroristes de janvier et novembre 2015 à Paris. S'ils ont indéniablement été des instruments au service de la résolution de la crise qu'ont provoquée les attaques contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, la répétition de la crise dix mois plus tard et l'évolution du contexte entre janvier et novembre ont conduit les autorités politiques à réviser leur politique symbolique et à entamer une réflexion sur le pouvoir évocateur des symboles mobilisés.

ABSTRACT

This Policy brief analyses the role of symbols in the public policy responses put forward by the government following the terrorist attacks in Paris in 2015. Symbols played an important role in the resolution of the crisis triggered by the attacks against Charlie Hebdo and the kosher supermarket. However, the repetition of the attacks and the evolution of the context between January and November have meant that the political authorities have had to rethink the symbols they used earlier and how best to use them.

Florence Faucher

florence.faucher@sciencespo.fr

Florence Faucher est professeure à Sciences Po, Centre d'études européennes. Ses recherches portent sur les partis politiques, la participation politique, et l'anthropologie politique.

Suite aux attentats du 13 novembre 2015 à Paris, un débat animé a occupé l'espace public français quant au projet du gouvernement de faire adopter la déchéance de nationalité pour les bi-nationaux condamnés pour terrorisme. Beaucoup ont souligné le caractère symbolique de cette mesure, à commencer par le Premier ministre. Il affirmait, ainsi, le 18 décembre, qu'il s'agissait davantage d'« un symbole » que d'une « arme contre le terrorisme » [2] - affirmation réitérée début janvier dans L'Obs [3]. Mais quelle est la signification d'une telle assertion ? Deux interprétations sont possibles : la mesure peut être symbolique car elle n'a pas d'effet direct et concret pour lutter contre le terrorisme – on rejoint alors tout un pan de la littérature qui associe symbolique à inefficace [4]; ou elle est symbolique car les effets sont dans les messages qu'elle contribue à faire passer (Edelman, 1977) : la réprobation de la communauté nationale à l'égard d'actes jugés abominables et d'individus qui trahissent ce « plébiscite de tous les jours » qui fait la Nation française [5] d'une part ; et le message envoyé par la gauche au pouvoir, en direction de la droite et de l'extrême droite, pour assurer l'unité nationale et rassembler autour du Président de la République [6] d'autre part. Dans les deux cas, il s'agit de politiques symboliques, que l'on peut définir comme des politiques qui mobilisent des symboles. Ceux-ci jouent sur les émotions ou les représentations des individus, qu'ils soient acteurs politiques ou simples citoyens, et contribuent à faire passer des messages et à stimuler des réactions.

Les réponses aux attentats se prêtent particulièrement bien à une analyse sous l'angle des politiques symboliques : les symboles sont tout d'abord au cœur des réactions politiques et gouvernementales, en janvier et en novembre 2015, que l'on pense au deuil national, à la minute de silence, au recours au drapeau, à la Marseillaise ou aux hommages rendus aux victimes. D'autre part, les symboles sont encore peu étudiés par la science politique et leur importance est souvent sous-estimée dans l'étude des politiques publiques (nos sociétés modernes sont fondées sur la rationalisation et la bureaucratisation, par opposition aux sociétés traditionnelles où sont censés dominer le religieux et les rituels ancestraux ; les

** Les auteurs adhèrent à la charte de déontologie du LIEPP disponible en ligne et n'ont déclaré aucun conflit d'intérêt potentiel.*

acteurs politiques insistent sur le caractère instrumental et efficace de leurs actions ; sans oublier le tournant positiviste dans les sciences sociales qui invite à s'intéresser à la réalité objectivable et quantifiable). Or, et c'est la troisième raison de notre intérêt pour le symbolique, un symbole est un geste, une image, un objet, ou un son qui porte des significations qui vont au-delà de ce qu'il est lui-même, qui renvoie à quelque chose d'autre, qui détient un pouvoir évocateur. La mobilisation de symboles par le pouvoir politique n'est donc jamais anodine et peut avoir des effets importants dans/sur le réel.

Grâce à une série d'entretiens conduits entre mars et septembre 2015 au sein des institutions de l'exécutif français (Elysée, Matignon, Ministère de l'Intérieur) et auprès d'acteurs politiques (parlementaires, mairie de Paris, partis politiques, journalistes), à l'analyse de la documentation primaire (discours, communiqués et autres documents produits par les autorités politiques), et des médias et enquêtes d'opinions menées après les attentats, il est possible de proposer une première lecture du rôle des symboles dans les réponses politiques et gouvernementales aux attaques terroristes de janvier et novembre 2015. S'ils ont indéniablement été des instruments au service de la résolution de la crise qu'ont provoquée les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Casher, la répétition de la crise dix mois plus tard et l'évolution du contexte entre janvier et novembre ont conduit les autorités politiques à réviser leur politique symbolique. Il est donc possible d'entamer une réflexion sur le pouvoir évocateur des symboles mobilisés et les limites de toute politique symbolique.



1. Une politique symbolique pour restaurer l'ordre en janvier 2015

Au regard des réactions politiques qui font suite aux attentats de janvier 2015, le premier constat est que la mobilisation de symboles fait partie intégrante de la réponse apportée par les autorités politiques : les symboles sont des instruments qui contribuent à « restaurer l'ordre ».

1.1 Restaurer l'ordre, soit remettre de l'ordre

Les attentats sont tout d'abord synonymes de crise ; ils provoquent une rupture dans l'ordre social et créent une situation de chaos et d'incertitude. Naît alors un besoin de donner du sens, de proposer une lecture des événements.

Ce qui frappe en premier lieu, c'est que les cibles touchées par les attaques sont hautement symboliques : *Charlie Hebdo* renvoie à la liberté d'expression ; la figure de l'Etat est quant à elle touchée à travers les policiers tués le mercredi et le jeudi matin à Montrouge ; avec la prise d'otages à l'Hyper Casher et les victimes juives, c'est le vivre ensemble, la communauté nationale, soit la Nation, qui est visée ; enfin, Paris est un symbole en soi (ville lumière et capitale historique, ville révolutionnaire et romantique, haut lieu touristique, etc.). Mais ce sont des cibles symboliques aussi et surtout car elles sont construites comme telles par les observateurs, les journalistes et les autorités. Ces dernières opèrent en effet un important travail d'interprétation ; elles donnent un sens aux événements vécus ; et la symbolique occupe une place de choix dans ce processus de mise en sens.

Les actes des principaux acteurs de l'exécutif (déplacements, gestes, positions, etc.), et notamment ceux du Président de la République, sont tout d'abord porteurs de messages. Le fait de se rendre sur les lieux du drame peu de temps après les attaques donne par exemple à ces dernières une portée immense et immédiate ; le fait d'aller à la rencontre des victimes et de leurs familles souligne l'émoi et le soutien de toute la nation (« Il décide de se rendre au chevet des personnes impliquées à l'hôpital de l'Hôtel Dieu pour témoigner, à travers eux, l'empathie » (Elysée)); etc.

Les interventions publiques de l'exécutif et la communication choisie contribuent également à délivrer un message clair, simple et répété : la République / la France a été attaquée en son cœur et il faut s'unir pour y faire face. Manuel Valls déclare ainsi le 7 janvier, au sortir du commissariat du XIème arrondissement, où travaillait l'un des policiers tués, qu'on « a voulu s'attaquer au cœur de la France, on a assassiné des journalistes ; et des policiers ». On retrouve le même message à l'Elysée : François Hollande, dans son allocution du 7 janvier, affirme qu' « aujourd'hui, c'est la République toute entière qui a été agressée. La République, c'est la liberté d'expression. La République, c'est la culture, c'est la création, c'est le pluralisme, c'est la démocratie. C'est cela qui était visé par les assassins ».

Ainsi, les acteurs politiques au pouvoir imposent progressivement un cadre d'interprétation qui donne sens aux événements vécus. On trouve un condensé de cela dans l'allocution du 7 janvier susmentionnée. En un peu de moins de cinq minutes (4'51), l'essentiel est dit : face à la lâcheté (le terme « lâche » est employé deux fois), « l'obscurantisme », la « barbarie », le «fondamentalisme», le « terrorisme », « l'infamie » et les « assassins », se dressent la « France », la «République», sa « grandeur », ses « valeurs » – au

premier rang desquelles la « liberté », mentionnée cinq fois – ses « héros » et la « démocratie ». C'est donc une lecture manichéenne que livre François Hollande et le message est limpide : la seule « arme » possible face au terrorisme est « l'unité », répétée deux fois ; la seconde partie du discours s'appuie alors quasi-exclusivement sur un champ lexical allant dans ce sens : « solidarité », « fraternité », « rien ne peut nous diviser, rien ne doit nous opposer, rien ne doit nous séparer », « réunirai », « commune », « faire bloc », « rassemblement » (deux fois), « rassemblons-nous » (deux fois également). Cette allocution est suivie en direct par 21 millions de Français.

1.2 Restaurer l'ordre, soit rétablir l'ordre (public)

Il y a bien sûr les actions concrètes, dans le domaine sécuritaire (traque des terroristes, renforcement des mesures de sécurité, enquête, etc.) ; mais il y a aussi la mise en scène de cette action, comme l'explique parfaitement l'un des collaborateurs du Premier ministre, à propos de toutes les interventions publiques des acteurs de l'exécutif dans les médias : il « fallait rassurer les forces sociales, (…) expliquer ce que nous faisions, montrer que nous n'étions pas inertes, et surtout ne pas donner le sentiment à la France, soudainement si fragile, qu'elle était abandonnée » (Matignon). Le choix des «communicants» est de montrer le « mouvement » et l'action en « ouvrant les portes » sur le fonctionnement ordinaire et extraordinaire de l'Etat. La presse a été systématiquement conviée à témoigner des réunions de crise tenues à l'Elysée et au Ministère de l'intérieur, des rencontres du Président avec les dirigeants des partis, les représentants des cultes, les déplacements, réunions, etc. Les photographies sont nombreuses et illustrent abondamment la presse et les sites officiels. Ainsi, la transparence est à la fois une fatalité (les médias ont couvert chaque détail des événements) et un choix destiné à mettre en scène les actions des autorités.

L'idée est que le Président doit démontrer la résilience face à l'adversité. Pour montrer la force de la République, il est, dans les jours qui suivent les attaques, debout : debout dans les hommages, debout dans l'accueil des visiteurs sur le perron de l'Elysée, debout au côté des chefs d'états et de gouvernements des pays qui souhaitent apporter leur soutien à la France le 11 janvier. Comme le souligne le conseiller en communication de l'Elysée, « il ne va quasiment pas dormir et on va le faire savoir systématiquement pour que les gens aient le sentiment qu'on travaille » (Elysée).

Enfin, les mesures de sécurité (et toute la communication les concernant) ont une dimension symbolique forte : il s'agit de rassurer la population ; de lui montrer qu'on la protège (la « seule vertu de ces plans est de tenter de rassurer nos concitoyens » (Mairie de Paris)). Dans Paris et en France, policiers et militaires deviennent le symbole de la France qui résiste. Une telle présence armée répond par ailleurs à une demande du public : les enquêtes d'opinion publiées durant cette période montrent une forte augmentation du nombre de répondants demandant un renforcement des moyens de la police [7].

1.3 Restaurer l'ordre, soit remettre en ordre

La dernière vertu du symbolique est de permettre un travail de réparation, au sens de remise en ordre : ordre émotionnel d'une part ; ordre social (unité du corps social et lutte contre les divisions) d'autre part ; et ordre international enfin (la France dans le monde et le soutien de la communauté internationale).

Sur le plan émotionnel et affectif, il s'agit de se recueillir, de rendre hommage aux victimes et de mettre en scène la compassion et la solidarité nationale avec elles. Plusieurs décisions et actions vont dans ce sens dans les jours qui suivent l'attentat à *Charlie Hebdo* et à l'Hyper Casher. Le deuil national est décrété dès le mercredi 7 janvier au soir et les drapeaux sont mis en berne. Une minute de silence est organisée le jeudi 8 janvier à midi sur tout le territoire français. Un hommage inédit sous la forme d'une grande marche républicaine est organisé le dimanche 11 janvier : les victimes et leurs familles, placées en tête du cortège, rencontrent le Président de la République qui défile avec les délégations étrangères. Une cérémonie réunissant pour la première fois trois corps de police (police municipale, police nationale et service de protection des personnalités) se tient dans la cour de la Préfecture de police de Paris le mardi 13 janvier matin pour rendre hommage aux trois agents tués dans les attaques. Ces actions réparatrices, entre autres, visent à « reconnaître et accompagner » (Matignon) l'émotion populaire; et rassembler autour des victimes des attentats. L'idée de rassemblement est également au cœur du travail de restauration de l'ordre social : l'unité nationale est le fil conducteur de la réponse des autorités aux attentats. Tout est fait dans ce sens dès le jeudi 8 janvier : le Président de la République reçoit à l'Elysée les présidents de l'Assemblée, du Sénat et de l'association des maires de France, les présidents des groupes parlementaires, et les responsables des partis politiques, FN compris ; il rencontre également les représentants des différents cultes. Tous les discours et interventions mentionnent l'unité nationale, la réclament, la sollicitent (comme l'illustre l'allocution du 7 janvier précédemment mentionnée). Sur le site de Matignon, la communication officielle retenue est l'affichage d'un profil de Marianne, portant un crayon, à côté de laquelle on peut lire : « tous unis #LaFranceEstCharlie ». L'organisation de la marche républicaine du dimanche va dans le même sens (Boussaguet, Faucher, 2016a), tout comme l'appel des partis, des syndicats et de certaines associations à y participer [8], ou la gestion des « carrés » de VIP en tête de cortège, l'un d'eux mélangeant en son sein les différents partis politiques

et syndicats français. On trouve la même revendication d'unité à l'Assemblée nationale, voulue par le président PS Claude Bartolone, ainsi que les chefs de file de tous les groupes politiques, dès le mercredi 7 janvier après-midi [9].

Enfin, la dernière remise en ordre concerne la place de la France sur la scène internationale ; les actes pris et les mots employés mettent tous en avant le soutien de la communauté internationale apporté à la France. La solidarité internationale est particulièrement mise en scène. Un « G20 » [10] est en effet organisé en 48 heures pour le 11 janvier et immortalisé sur la photo historique de tous les chefs d'Etats et de gouvernement (une quarantaine au total et pour la première fois dans ce type de rassemblement) défilant avec François Hollande. Le Président a réfléchi au sens de l'image et choisi soigneusement le placement des différents participants : le président malien à sa droite pour réaffirmer et soutenir l'intervention militaire française au Mali et la lutte contre le terrorisme dans cette région (Matignon) ; la Chancelière allemande à sa gauche pour marquer la solidité du couple franco-allemand tandis que l'ancrage de la France en Europe est souligné par la présence des 28 Etats-membres de l'UE ainsi que des principales institutions communautaires. Enfin, les autorités françaises ont organisé la venue d'Abbas le samedi, en apprenant la volonté de Netanyahou de participer à la marche le dimanche, pour que le symbole de leur présence (Israël / Palestine) n'échappe à personne. Le dimanche matin, le ministre français de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, recevait également place Beauvau ses homologues d'une dizaine de pays européens et états-uniens pour parler de coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

2. Quelle politique symbolique après le 13 novembre 2015 ?

Comment réagissent les autorités politiques après une seconde série d'attentats, quelques mois seulement après les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Casher ? Et quelle place occupent les symboles dans ces réponses ? Deux premiers constats peuvent être faits concernant les réactions politiques au lendemain du 13 novembre : le rapport ambigu au symbolique d'une part ; et un processus d'adaptation visible en matière symbolique entre janvier et novembre, de l'autre.

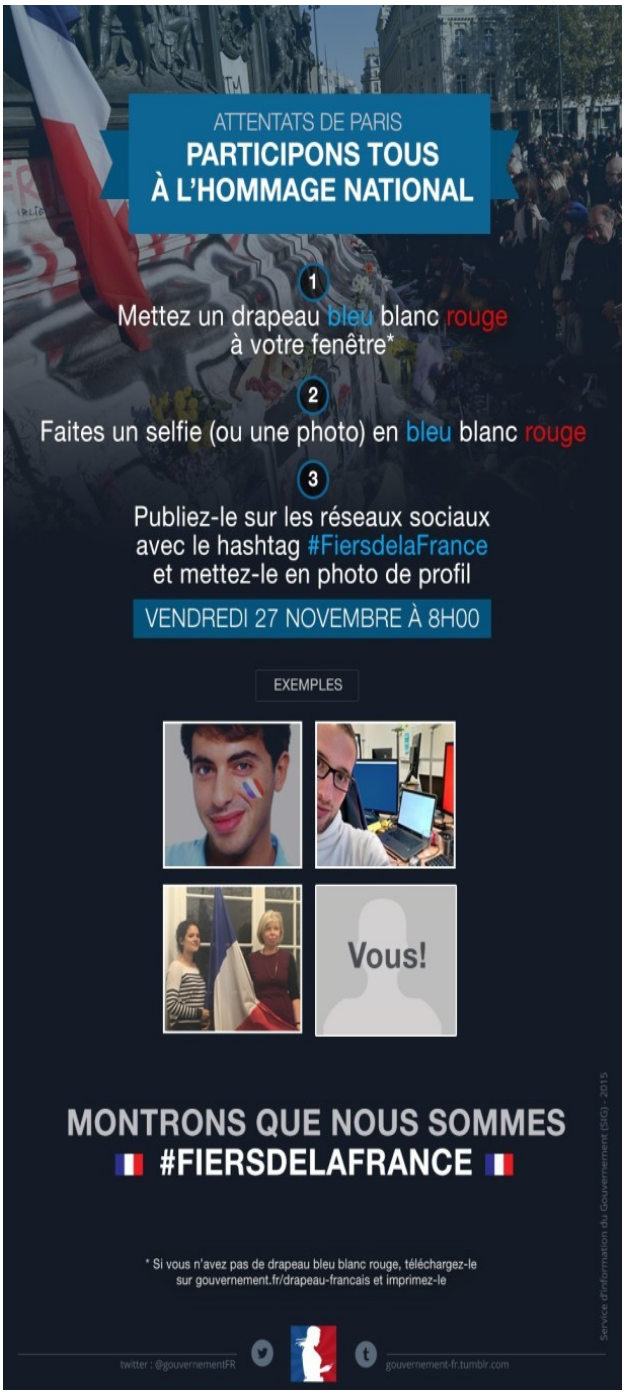
2.1 Un rapport ambigu au symbolique

Lorsque surviennent les attaques du vendredi 13 novembre, les autorités politiques, comme les observateurs, font une différence très nette, voire opposent ce qui a été fait en janvier et ce qu'il convient de faire cette fois-ci. Le Président de la République, le dimanche soir, affirme ainsi, lors d'un dîner place Beauvau avec le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur que « Nous sommes dans autre chose. Ce qui comptera, cette fois, c'est la réponse au niveau de l'action, pas au niveau du symbole ». De la même façon, quelques jours plus tard, *Le Monde* explique, dans un article consacré aux acteurs de l'exécutif face aux attentats, que « contrairement à ce qui s'est passé en janvier, l'exécutif sent que le symbole et la compassion, cette fois, ne suffiront pas » [11].

Pourtant, si l'on regarde attentivement les discours prononcés et les actes pris dans le sillage du 13 novembre, la dimension symbolique est tout aussi présente qu'en janvier et on retrouve les mêmes séquences et les mêmes réactions : juste après les attaques dans Paris et alors que l'assaut n'a pas encore été donné au Bataclan, le Président fait une Déclaration depuis l'Elysée durant laquelle il exprime l'effroi ressenti (« C'est une horreur ») et de nouveau, propose un cadre d'interprétation pour donner sens aux événements – face aux « terroristes », aux «criminels» et à la « terreur », se dressent « une Nation qui sait se défendre », une France « forte » et «grande», et s'affirme la fermeté des autorités et des forces de l'ordre françaises [12]; il tient également un discours volontaire, montrant l'action et la détermination de l'exécutif pour lutter contre le terrorisme (« décision » est répétée trois fois ; « j'ai demandé », « nous avons mobilisé », « j'ai convoqué » s'enchainent pour souligner la réactivité des autorités ; « nous devons » est utilisé quatre fois en l'espace de cinq courtes phrases pour montrer à la fois la nécessité et le devoir d'agir ; etc.). Il se rend également, au milieu de la nuit, avec les autres représentants de l'exécutif sur les lieux des attentats pour apporter son soutien aux victimes et à leurs familles et montrer la compassion et la solidarité de la Nation (la France « exprime une émotion infinie à l'égard de ce drame et de cette tragédie » [13]). Le travail de cadrage se poursuit le lundi 16 novembre dans le discours que tient François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles (« la France est en guerre », le mot « guerre » étant employé cinq fois dans les 4 premières minutes du discours ; les attentats sont « une agression contre notre pays, contre ses valeurs, contre sa jeunesse, contre son mode de vie » ; face aux «lâches assassins» (le mot « lâche » étant répété plusieurs fois) et aux «méprisables tueurs», on trouve « le peuple français (qui) est un peuple ardent, vaillant, courageux » et qui se met « debout » ; la France visée est celle « qui aime la vie, la culture, le sport, la fête. (…) La France que les assassins voulaient tuer, c'était la jeunesse dans toute sa diversité, (…) la France ouverte au monde » ; etc.). Enfin, les gestes et décisions prises ressemblent à ceux de janvier : deuil national, minute de silence, présence policière et militaire renforcée, mise en avant de l'unité nationale (consultations de toutes les forces politiques le dimanche 15 novembre à l'Elysée, Parlement réuni en congrès, etc.), traque des

terroristes et mise en scène de l'action, hommage aux victimes, etc.

Les semaines qui suivent les attentats de novembre sont en outre caractérisées par un surinvestissement du registre symbolique, comme l'illustre l'emploi inhabituel, avec une connotation positive, du terme « symbolique » pour qualifier les mesures prises, y compris par les gouvernants eux-mêmes.



2.2 Une politique symbolique qui s'adapte

Le deuxième constat a un point de départ simple : le contexte a changé entre janvier et novembre ; la politique, y compris symbolique, a donc dû s'adapter. Il s'agit tout d'abord de la deuxième attaque ; des élections sont prévues le mois suivant ; les attentats eux-mêmes sont différents – les cibles sont anonymes et sélectionnées au hasard sur des terrasses de café, dans un stade ou une salle de concert, le nombre de victimes est plus important (130 morts et plus de 400 blessés), les attaques sont coordonnées sur plusieurs sites en même temps, le chaos et l'incertitude sont plus grands (qui sont les assaillants, combien étaient-ils, où sont-ils allés, etc. ?) ; et les autorités politiques ont tiré les leçons de janvier, ce que l'on appelle le *learning* (ou l'apprentissage) dans la littérature de l'analyse des politiques publiques.

On assiste donc à une adaptation des réponses symboliques ; et trois impératifs semblent se faire jour:

• Il faut faire plus.

On assiste en effet en premier lieu à une gradation dans les réponses (crescendo) entre janvier et novembre 2015 : le plan vigipirate niveau alerte attentat est remplacé par l'état d'urgence ; à l'appel à l'unité politique et la réception à l'Elysée des représentants de tous les partis politiques s'ajoute la convocation du Parlement en Congrès à Versailles le lundi 16 novembre ; depuis janvier, les réformes législatives ont déjà été adoptées, on demande une révision de la Constitution ; après la démonstration de la solidarité européenne lors de la marche du 11 janvier, on invoque pour la première fois la clause de solidarité européenne contenue dans le traité européen de Lisbonne en demandant aux partenaires européennes d'intervenir militairement aux côtés de la France en Syrie [14].

• Il faut faire mieux.

C'est là que le processus d'apprentissage se fait sentir : l'exécutif a appris de ses erreurs passées et tente de les réparer. Il y a donc des « améliorations » visibles dans les réponses symboliques apportées aux attentats en novembre. L'exécutif prend tout d'abord un peu plus de temps dans sa réponse – ainsi on évite la « précipitation » de janvier, soulignée par l'ensemble des collaborateurs du Président de la République et du Premier Ministre, qui a conduit les autorités à organiser la plus grande marche de l'Histoire de France depuis la Libération, doublée d'un sommet international, en moins de 48h [15]. Ainsi, la cérémonie d'hommages aux victimes dans la cour des Invalides est organisée le vendredi 27 novembre, soit deux semaines jour pour jour après les attentats. D'autre part, l'exécutif marque un souci plus important pour la mise en œuvre des décisions symboliques prises, afin notamment d'éviter les possibles confusions et conflits d'interprétation. L'exemple le plus parlant concerne la minute de silence : décrétée dès le 7 janvier et programmée pour le jeudi 8 à midi, elle avait été insuffisamment préparée par les autorités [16]; 200 incidents avaient alors été recensés, dans les écoles notamment. En novembre, forts de cette expérience passée, la minute de silence a été davantage préparée en amont, comme l'illustrent l'envoi d'un courrier à tous les enseignants par la ministre de l'Education nationale, la mise en place

d'un temps de parole avec les élèves avant le recueillement, et la mise en ligne de supports sur le site du ministère pour aider et accompagner les enseignants dans cette séquence.

• Il faut faire différemment.

Enfin, les acteurs de l'exécutif ont adapté leurs réponses au nouveau contexte. Un exemple permet d'illustrer ce point : c'est l'hommage aux victimes qui s'est tenu dans la cour des Invalides le 27 novembre et dont la charge symbolique était très forte (unité nationale, place des victimes, solennité de la cérémonie, la Marseillaise, le recours au drapeau tricolore, les chansons (de Brel et de Barbara) entonnées par trois chanteuses symbolisant la communauté nationale – une bretonne, une franco-israélienne, une française d'origine algérienne – et par une soprano accompagnée d'un pianiste représentant la culture française). La marche républicaine était en effet impossible à réitérer, ne serait-ce qu'en raison de l'Etat d'urgence qui interdit les grands rassemblements de rue.

3. La politique symbolique et ses limites…

Les réponses symboliques ont indéniablement contribué à la résolution de la crise provoquée par les attentats de début 2015. Les très nombreuses enquêtes d'opinion de cette période l'attestent : la majorité des enquêtés pensent que le Président de la République et le gouvernement ont plutôt bien réagi et que les perturbations de la minute de silence du 8 janvier sont graves. « La fierté prédomine chez plus de 3 Français sur 4 (77%) [17] après les marches républicaines » des 10 et 11 janvier 2015 ; « l'union nationale n'est pas cassée pour les Français. C'est pour eux (79%) une bonne réponse montrant que la démocratie est plus forte que le terrorisme et pas du tout une manœuvre politicienne hypocrite » [18]; 85% des répondants estiment que François Hollande a représenté dignement la France et les Français [19]; la popularité du Président de la République, tout comme celle du Premier ministre, ont progressé de 8 points suite aux attentats [20]. Les gens descendent d'autre part massivement dans la rue à l'appel de l'exécutif le dimanche 11 janvier pour la marche républicaine (Boussaguet, Faucher 2016a) ; et ce jour-là, fait rarissime, des salves d'applaudissements spontanées sont adressées aux forces de l'ordre présentes. Enfin, contrairement aux craintes d'affrontements et de tensions intercommunautaires que laissaient présager certaines informations à disposition des autorités politiques juste après les attentats, aucun embrasement ou conflit important n'a été recensé en janvier 2015. Toutefois, les réponses symboliques proposées par les autorités après le 13 novembre semblent moins convaincantes et sont davantage contestées. Cela est dû, en partie, aux difficultés inhérentes à l'utilisation politique de symboles plurivoques dont il est d'autant plus difficile d'anticiper les effets. Trois leçons méritent d'être tirées de ces réponses gouvernementales.

La première concerne les phénomènes d'usure liés à l'utilisation même des symboles. L'impératif d'union nationale, auquel a adhéré l'ensemble des acteurs politiques en janvier, se révèle par exemple moins efficace en novembre, comme l'illustre le fait qu'une grande partie des Républicains préfèrent parler de « solidarité avec le gouvernement » plutôt que d'unité nationale [21]. Ce phénomène est bien connu des spécialistes travaillant sur les réactions aux attentats : le processus de « ralliement autour du drapeau » (*rallying around the flag*) est généralement plus faible en cas de répétition des attaques, la probabilité étant plus grande que les partis dans l'opposition soient critiques à l'égard des gouvernants (Chowanietz, 2010 ; Baum, Groeling, 2009). Ces derniers, conscients de cette éventualité [22], ont cherché à adapter leur réponse.

Ce faisant, ils ont sous-estimé le pouvoir évocateur des symboles – et c'est là la deuxième leçon intéressante des réactions gouvernementales de novembre. Les symboles sont par nature polysémiques et ambigus. Cela peut, certes, contribuer à créer autour d'eux une impression d'unité et de consensus – 93% des Français interrogés se disent par exemple attachés au drapeau tricolore (Collins, 2004) [23] en novembre – mais il existe toujours un risque que des significations, non souhaitées ou anticipées, s'imposent et échappent au contrôle de ceux qui ont sollicité les symboles. C'est ce qu'a expérimenté l'exécutif français après le 13 novembre : en tendant la main à la droite et l'extrême droite avec la proposition de déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme afin de maintenir une unité nationale fragilisée, il a par là-même fait voler en éclat l'unité de son propre camp politique, la gauche se divisant sur cette question de déchéance, le symbole de la nation et la valeur «égalité» de la devise républicaine.

Il y a enfin, et c'est la troisième leçon, un certain risque à faire un usage trop explicite des symboles, ce dernier pouvant être interprété comme une tentative de manipulation de la part du pouvoir, et faire perdre ainsi à la symbolique son pouvoir évocateur. Evoquer et convoquer les rituels contribuent à les dénaturaliser, car cela souligne leur dimension construite plutôt que spontanée, ce qui a pour effet d'éroder leur effet magique (Faucher-King, 2005, p9). C'est une chose en effet de se réfugier spontanément derrière le drapeau tricolore, en l'arborant par exemple sur un profil de réseau social ; c'en est une autre d'être appelé à pavoiser de drapeaux les maisons par le Président de la République [24]. On ne doit pas sous-estimer le fait que des prescriptions émotionnelles et symboliques, sous forme d'injonction gouvernementale – les autorités politiques allant jusqu'à proposer une « boîte à outils symbolique » sur leurs sites internet avec des liens permettant de télécharger et d'imprimer des drapeaux [25] - peuvent provoquer des phénomènes de résistances. Certains l'avaient déjà souligné en

janvier à propos de la marche du dimanche : « je sens confusément que je ne suis pas fâché de ne pas être à Paris le 11. (…) Pour moi la République restera liée au soir du 7, à la fluidité et au recueillement des corps assemblés, à la foule silencieuse et mouvante » (Boucheron, Riboulet, 2015, p. 83-4). Attention donc à ce que le recours au symbolique ne soit pas réduit à l'usage politique voire partisan qu'on peut en faire et que son rôle dans la construction de la communauté politique ne soit pas oublié ■

Notes

[1] Comme l'indique le titre, ce policy brief concerne les attentats de Paris en 2015 ; il a en effet été rédigé avant les événements de l'année 2016, dont la tuerie de Nice du 14 juillet. L'analyse porte donc exclusivement sur janvier et novembre 2015, même si certains éléments de réflexion semblent pouvoir à première vue s'appliquer aux attentats suivants. La continuation du travail de terrain permettra (ou non) de confirmer cela ultérieurement.
[2] http://www.bfmtv.com/politique/decheance-de-nationalite-un-symbole-plus-qu-une-arme-contre-le-terrorisme-pour-valls-938128.html
[3] « L'extension de la déchéance de nationalité sera (…) d'une grande portée symbolique », L'Obs, n°2670, janvier 2016, p. 69.
[4] « Symbolic reform occurs when policies designed to address certain social problems fail to effectively solve those problems », (Mazur, 1995, p.2)
[5] Valls, Premier Ministre,, dans L'Obs, n°2670, janvier 2016, p. 69.
[6] Cambadélis, premier secrétaire du PS, dans émission « Attentats. Au cœur du pouvoir », diffusée sur France 3, le 4/1/16.
[7] 63% se sentent en sécurité et 57% font confiance au gouvernement pour assurer leur sécurité selon Harris du 12 janvier pour LCP.
[8] « Communiqué commun. Nous – associations, organisations syndicales, partis politiques – appelons tous les citoyens à une marche républicaine silencieuse le dimanche 11 janvier, à 15 heures, de la place de la République à la place de la Nation. Face à la barbarie, défendons les valeurs de la République ! Paris, le 9 janvier 2015 ».
[9]Communiqué de presse du président de l'Assemblée nationale et des présidents des groupes politiques, mercredi 7 janvier 2015.
[10] « Note à l'attention de Monsieur le Premier Ministre. Objet : Marche républicaine silencieuse – Présentation générale du dispositif », document rédigé par Sébastien Gros, chef de cabinet du PM.
[11] Le Monde, 21/11/2015, http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/11/21/la-folle-semaine-de-l-executif_4814720_823448.html#VKcw27KdxfS3RVZL99, date de consultation : le 7/3/2016
[12] Déclaration du Président de la République, vendredi 13 novembre, peu avant minuit, depuis l'Elysée.
[13] Propos du PR au micro de France Télévision, http://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-du-13-novembre-a-paris/francois-hollande-etait-il-vraiment-en-securite-le-soir-du-13-novembre_1192955.html
[14] « J'ai demandé au ministre de la Défense de saisir dès demain ses homologues européens au titre de l'article 42-7 du traité de l'Union qui prévoit que lorsqu'un Etat est agressé, tous les Etats membres doivent lui apporter solidarité face à cette agression car l'ennemi n'est pas un ennemi de la France, c'est un ennemi de l'Europe ».
[15] Alors que la traque des terroristes n'était pas encore terminée et en dépit des mises en garde du directeur de l'ordre public de la préfecture de police de Paris.
[16]C'est un regret qui a été exprimé par de nombreux interlocuteurs que nous avons rencontrés, à Matignon comme à l'Elysée.
[17] Enquête « L'état d'esprit des Français après les attentats de *Charlie Hebdo* et de la Porte de Vincennes », Institut CSA pour Le Grand Journal de Canal Plus, janvier 2015.
[18] Sondage « Réactions des Français après les attentats et intention mobilisation à l'occasion du rassemblement de ce dimanche 11 janvier », Odoxa pour Le Parisien, 10 janvier 2015.
[19] Sondage « Etat de l'opinion après les mobilisations des 10 et 11 janvier 2015 », Odoxa pour Le Parisien, 14 janvier 2015.
[20] Idem.
[21] « "Il ne faut plus parler d'unité nationale", une expression que les Français, dix mois après les attentats de janvier, "ne comprennent pas", mais de "solidarité" avec le gouvernement, a affirmé M. Sarkozy au cours d'une réunion des responsables du parti, selon les propos rapportés à l'AFP », Le Point, 15/11/2015.
[22] L'exécutif sait bien que « le climat politique ne sera pas le même qu'après les attentats du début de l'année. Cette fois, la violence risque de l'emporter sur la stupeur. L'union nationale ne durera pas », Le Monde, 21/11/2015, http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/11/21/la-folle-semaine-de-l-executif_4814720_823448.html#VKcw27KdxfS3RVZL99 date de consultation : le 7/3/2016.
[23] Sondage Odoxa pour Le Parisien, 22 novembre 2015.
[24] Annonce de Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, le 25 novembre 2015, en vue de la cérémonie d'hommage aux victimes, le vendredi 27 novembre 2015, dans la cour des Invalides. L'objectif est de «permettre à chacun de participer d'une manière ou d'une autre à cet événement».
[25] http://www.gouvernement.fr/drapeau-francais, date de consultation : le 7 avril 2016.

Références

BAUM Matthew A., GROELING Tim (2009), « Shot by the Messenger: Partisan Cues and Public Opinion regarding National Security and War », Political Behavior, 31 (2), pp. 157-86.

BOUCHERON Patrick, RIBOULET Mathieu (2015), Prendre dates. Paris, 6 janvier – 14 janvier 2015, Lagrasse, Verdier.

BOUSSAGUET, L., FAUCHER, F. (2016a), « Quand l'Etat convoque la rue. La marche républicaine du 11 janvier 2015 », (à paraître).

BOUSSAGUET, L., FAUCHER, F. (2016b), "The Politics of Symbols. Reflections on the French government's framing of the 2015 terrorist attacks". COSMOS Conference The Charlie Hebdo Critical Juncture: European Public Spheres Before and After the Paris Attacks, Scuela Normale Superiore, Firenze, 20-21 October 2016.

BOUSSAGUET, L., FAUCHER, F. (2016c), "Resilience against terror in Europe: the politics of symbols after the 2015 attacks in Paris", 23rd International Conference of Europeanists Resilient Europe?, Philadelphia, April 14-16, 2016.

BOUSSAGUET, L., FAUCHER, F. (2016d), « La politique des symboles. Attaques de janvier 2015 et réponses gouvernementales », Journée d'Etude 2015, une année (de) symbole(s) ?, LIEPP, Sciences Po, 22 janvier.

CHOWANIETZ Christophe (2010), « Rallying around the Flag or Railing against the Government? Political Parties' Reactions to Terrorist Acts, Party Politics », 17 (5), pp. 673-698.

COLLINS Randall (2004), « Rituals of Solidarity and Security in the Wake of terrorist Attack », Sociological Theory, vol. 22, n°1, pp. 53-87.

EDELMAN Murray (1977), Political Language: Words That Succeed and Policies That Fail, New York, Academic Press.

FAUCHER-KING Florence (2005), Changing Parties. « An Anthropology of British Party Conferences », Palgrave McMillan.

MAZUR Amy G. (1995), Gender Bias and the State: Symbolic Reform at Work in Fifth Republic France, Pittsburgh University Press.

Le LIEPP (Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques) est un laboratoire d'excellence (Labex). Ce projet est distingué par le jury scientifique international désigné par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Il est financé dans le cadre des investissements d'avenir.
(ANR-11-LABX-0091, ANR-11-IDEX-0005-02)

www.sciencespo.fr/liepp

Si vous voulez recevoir les prochains échos du LIEPP et rester informés de nos activités, merci d'envoyer un courriel à : liepp@sciencespo.fr

Directeurs de publication :
Bruno Palier
Etienne Wasmer

Maquette :
Juliette Seban
Dadan Kardiana

Sciences Po - LIEPP
27 rue Saint Guillaume
75007 Paris - France
+33(0)1.45.49.83.61

© LIEPP 2016